

**Le Grand Conseil  
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat  
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 30 novembre 2016

## **Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale**

### **77 2016.RRGR.277 Motion 059-2016 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) Versement d'une aide initiale à la levée de l'admission provisoire**

N° de l'intervention: 059-2016  
Type d'intervention: Motion  
Déposée le: 14.03.2016  
Déposée par: Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC)  
(porte-parole)  
Gschwend-Pieren (Lyssach/Oberburg, UDC)  
Cosignataires: 5  
N° d'ACE: 1060/2016 du 21 septembre 2016  
Direction: SAP

### **Versement d'une aide initiale à la levée de l'admission provisoire**

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte :

1. que les services d'aide sociale bloquent sur un compte la part de revenu net disponible des personnes admises à titre provisoire dépendant de l'aide sociale qui dépasse le budget calculé par les autorités compétentes jusqu'à ce qu'elles aient la preuve que cet argent servira à financer des mesures d'intégration (cours de langue, etc.) ;
2. que les services d'aide sociale liquident les comptes bloqués à la levée de l'admission provisoire et que les montants soient versés aux intéressés de façon à ce qu'ils puissent disposer d'un bas de laine pour démarrer leur vie en Suisse de manière autonome s'ils bénéficient d'un permis de séjour ou qu'ils puissent employer cet argent pour se réinstaller dans leur pays d'origine.

Développement :

Comme son nom l'indique, le statut d'admission provisoire n'est pas permanent. Lorsqu'il prend fin, soit les intéressés doivent quitter la Suisse, soit ils sont autorisés à s'établir dans notre pays. Durant la session de novembre 2015, le Grand Conseil a chargé le Conseil-exécutif de simplifier la procédure d'autorisation de travail des personnes admises à titre provisoire (permis F). Il doit maintenant faire en sorte que l'argent gagné soit mis de côté et contribue judicieusement à l'avenir financier des intéressés.

Lorsqu'une personne admise à titre provisoire qui dépend de l'aide sociale exerce une activité lucrative, son salaire sera versé aux services sociaux compétents. Ceux-ci verseront sur un compte bloqué la part du revenu net restant après déduction de l'impôt à la source et de la taxe spéciale conformément à la loi sur l'asile et selon le principe de subsidiarité. L'argent ainsi économisé de force appartiendra à la personne admise à titre provisoire. Elle pourra en disposer une fois l'admission provisoire levée. Si elle ne peut pas rester en Suisse, elle pourra utiliser cet argent pour s'installer dans son pays d'origine.

Ce mécanisme servira aussi de signal pour les personnes qui ne se trouvent pas en Suisse, à savoir que l'Etat facilite certes la prise d'emploi mais que le revenu ainsi gagné sert à rembourser les frais engendrés et constitue un pécule pour l'avenir. Cela évitera que de nombreuses personnes nourrissent de faux espoirs de prospérité dans notre pays et occasionnent des coûts de procédure sans pouvoir prétendre à l'asile, qui plus est en provoquant de nouveaux flux migratoires par leurs transferts d'argent dans leur pays d'origine. Nous voulons enfin éviter que des revenus touchés légalement en Suisse favorisent l'extorsion ou nourrissent les passeurs.

### **Réponse du Conseil-exécutif**

Les personnes admises à titre provisoire sont prises en charge par l'aide sociale en matière d'asile, qui relève de la Direction de la police et des affaires militaires (POM), pendant leurs sept premières années de séjour en Suisse. Les dossiers des personnes toujours tributaires d'une aide sociale sont ensuite transférés aux services communaux. Comme le veut le mandat de la Confédération, priorité est accordée à l'encouragement de l'intégration, dont l'incitation à travailler constitue un élément clé. Or la solution proposée ne concourt guère à réaliser cet objectif.

#### Point 1

Le versement d'une part du salaire sur un compte bloqué donnerait un surcroît de travail aux services sociaux. Ces derniers se verraient imposer une clientèle supplémentaire qui n'est pas prévue par le régime de l'aide sociale. Toute personne admise à titre provisoire resterait en effet de la compétence des services sociaux, même sans être dans le dénuement, partant sans avoir droit à une aide matérielle. On créerait ainsi artificiellement une catégorie de bénéficiaires entraînant diverses charges de personnel et d'infrastructure spécifiques. Les ressources importantes nécessitées seraient sans commune mesure avec le montant relativement réduit de l'épargne forcée obtenue.

La motion soulève également des questions d'ordre juridique. En effet, tant l'aide sociale communale que l'aide sociale en matière d'asile sont soumises au principe de subsidiarité et à la preuve du besoin. Un soutien financier est octroyé uniquement lorsqu'une personne ne peut pas s'en sortir seule, qu'elle ne reçoit pas d'aide de tiers ou que cette aide viendrait trop tard. Si les bénéficiaires réalisent un revenu, celui-ci doit être pris en compte dans son intégralité. Dès lors que le revenu dépasse le montant des forfaits d'assistance fixés, la personne est financièrement indépendante et peut disposer librement de son argent. C'est là une incitation importante à l'insertion professionnelle et à une vie autonome en Suisse. Cette incitation disparaîtrait en bonne partie si les personnes admises provisoirement dépendant de l'aide sociale touchaient uniquement un montant équivalant au minimum vital. La motivation à travailler diminuerait en conséquence. De plus, selon la législation actuelle, seule une mesure ordonnée par les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte permettrait de limiter le droit à disposer de ses ressources financières. Enfin, la solution recommandée est contraire au droit fédéral, qui prévoit l'égalité juridique et le droit de propriété.

Par ailleurs, les restrictions ainsi instaurées imposeraient des conditions de vie inutilement précaires à une catégorie de personnes, et ce durablement. Les faibles montants prévus par l'aide sociale en matière d'asile ne permettent en effet pas de vivre dans son propre logement, par exemple. Les primes d'assurance-maladie et les autres frais de santé ne sont pas non plus finançables.

#### Point 2

Les services sociaux n'ont pas à faire office de banques. Au surcroît de travail administratif déjà mentionné s'ajouteraient les démarches supplémentaires occasionnées par le transfert des cas, lors d'un changement de commune ou de canton.

La plupart du temps, le salaire des personnes admises à titre provisoire dépasse à peine le minimum vital, vu les emplois souvent temporaires et faiblement rémunérés qu'ils occupent. Il ne s'agit pas de montants suffisamment importants pour pouvoir constituer un bas de laine. Le mécanisme en question ne permettrait pas d'atteindre l'objectif visé.

Dans le cadre de la révision de la loi sur l'aide sociale, le canton examine actuellement les montants alloués aux personnes admises provisoirement qui séjournent en Suisse depuis plus de sept ans. Le nouveau système envisagé vise à renforcer l'attrait d'un emploi par une baisse temporaire du forfait pour l'entretien lors du transfert de compétence de la POM aux services sociaux communaux. La réalisation de l'intervention remettrait ces efforts en question.

Pour les motifs exposés ci-dessus, le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :  
Rejet

**Le président.** Wir kommen zu Traktandum 77, einer Motion von Frau Grossrätin Geissbühler. Diese Motion wurde zurückgezogen. Frau Grossrätin Gschwend gibt als Vertreterin der Motionärin eine kurze Erklärung ab. Bitte bleiben Sie im Saal, wir haben anschliessend noch Verabschiedungen vorzunehmen.

**Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach/Oberburg (UDC).** Ich verlängere die Sitzung nicht mehr allzu lange und ergreife nur kurz im Namen von Sabina Geissbühler das Wort. Sie ist Urheberin dieser Motion und konnte in dieser Session leider nicht anwesend sein. Das Anliegen der Motion ist wichtig. In einem Fachreferat der Sicherheitskommission haben wir gelernt, dass beispielsweise das Ziel jeder Familie in Eritrea ist, ein Familienmitglied in Europa zu stationieren, welches Geld ins Heimatland schicken und so das dortige Haushaltseinkommen vervielfachen kann. Daher ist die Forderung dieser Motion wichtig.

Das Führen von Sperrkonten bezieht sich aber selbstverständlich auf die sieben Jahre der vorläufigen Aufnahme, und die Aufgabe wäre von den Asylsozialhilfestellen auszuführen. Aufgrund dieses Missverständnisses oder der falschen Interpretation, und vielleicht auch aufgrund einer nicht ganz klaren Ausdrucksweise im Motionstext, ziehen wir diese Motion im Namen von Sabina Geissbühler zurück.

**Le président.** Damit haben wir alle Traktanden behandelt. Nun brauchen wir noch etwas Zeit, denn wir haben fünf Verabschiedungen vor uns. Danach komme ich noch kurz zu meinem Fazit aus dieser Session.

### Hommage à des membres du Grand Conseil

*Andreas Hofmann, Berne (PS)*

**Le président.** Zuerst verabschieden wir unseren Grossratskollegen Andreas Hofmann. Ich lese sein Rücktrittsschreiben vor. «Sehr geehrter Herr Grossratspräsident. Meine 18 Jahre im Grossen Rat waren anregend und bereichernd. Vorher hatte ich während elf Jahren Einsitz im Stadtrat von Bern. Im Grossen Rat gewann ich zusätzliche, wertvolle Einblicke in die real existierende Demokratie im Kanton Bern. Mir scheint, dass sich die Gewichte während meiner Grossratszeit zu Gunsten der Wirtschaft und zu Lasten der Politik entwickelt haben. Heute wird deutlich mehr über Geld gesprochen. Darin glaube ich einen Abbau von Demokratie zu erkennen. Letztere lebt von demokratieverträglichen Werten. Die heute in Mode gekommenen finanzwirtschaftlichen Positionen, hinter welchen kaum noch echte Werte stehen, unterlaufen die Demokratie. So wie die reale Wirtschaft Opfer der Finanzwirtschaft wurde, wird auch die Demokratie Opfer dieser neuen Art von Wirtschaftsauffassung.

Ein weiteres negatives Beispiel ist der sogenannte Steuerwettbewerb. Er hängt auch mit dieser neuen Wirtschaftsauffassung zusammen. Früher waren die Voraussetzungen dazu auch gegeben, aber der Wettbewerb spielte trotzdem nur verhalten. Heute wird er gnadenlos betrieben, und das schadet dem Föderalismus, den ich grundsätzlich unterstütze, aber unter den aktuellen Bedingungen nicht mehr vertreten kann. Zudem hat der Steuerwettbewerb eine zutiefst liberale Schlagseite. Die Kantone wollen nicht mehr leisten als andere, sondern anderen die Reichen abjagen. Sie streben also einen Nutzen an, der bei den Nachbarn einen gleich grossen Schaden bewirkt.

Persönlich habe ich keinen Anlass, mich zu beklagen. Trotz meiner, zum Teil als unbequem aufgefassten Positionen, hatte ich selten das Gefühl, dass man mir deswegen mit weniger Respekt begegnete. Ich empfehle dem Grossen Rat, diese gute Kultur beizubehalten und womöglich noch auszubauen.»

Andreas Hofmann war seit dem 22. September 1998 Mitglied des Grossen Rats. Vorher war der SP-Politiker bereits während elf Jahren Mitglied des Stadtrats von Bern. In seinem Demissionsschreiben vom 8. November schreibt er, dass er uns per 31. Dezember 2016 verlassen will. Ich zitiere noch einmal etwas aus seinem Schreiben: «Mir scheint, dass sich die Gewichte während meiner Grossratszeit zu Gunsten der Wirtschaft und zu Lasten der Politik entwickelt haben. Heute wird deutlich mehr über Geld gesprochen. Darin glaube ich, einen Abbau von Demokratie zu erkennen.» Das musste ich einfach noch einmal zitieren. Der Berner Andreas

Hofmann, Alt-Gymnasiallehrer, war immer ein Mann der klaren Worte. Mit 72 Jahren sagt er heute, dass er keinen Anlass habe, sich nach 18 Jahren Grossratsstätigkeit zu beklagen, im Gegenteil. Auch als Mitglied der Bau-, Energie-, Verkehrs- und Raumplanungskommission zollte man ihm trotz harter Debatten immer Respekt. Rückblickend beurteilt er diesen hier in Grossen Rat als gegeben. Entsprechend hat er sein Schreiben auch mit folgendem Satz abgeschlossen: «Ich empfehle dem Grossen Rat, diese gute Kultur beizubehalten und womöglich noch auszubauen.» Wenn ich nun unseren Kollegen Andreas Hofmann verabschiede, sind über 5 Legislaturperioden, 20 Mitgliedschaften in Kommissionen und eine Kommissionsvizepräsidentschaft zu erwähnen. Hinzu kommen während diesen 18 Jahren 29 Motionen, 49 Interpellationen und 4 Postulate. Diese Zahlen sprechen für sich. Ich danke dir, Andreas Hofmann, für dein jahrelanges Wirken und Engagement im und für den Kanton Bern. Im Namen der Regierung und des Parlaments wünsche ich dir, lieber Andreas, beste Gesundheit, alles Gute und viel Glück für die Zukunft. Der nun folgende Applaus ist für dich. (*L'assemblée se lève et applaudit.*)

*Matthias Burkhalter, Rümligen (PS)*

**Le président.** Matthias Burkhalter hat mir eine E-Mail geschrieben: «Sehr geehrte Damen und Herren, sehr geehrter Herr Grossratspräsident. Ich gebe per Ende Jahr meinen Austritt aus dem Grossen Rat bekannt. Ich werde das noch schriftlich bestätigen.» Später kam ein Schreiben auf rotem Papier, worin steht: «Sehr geehrte Damen und Herren, ich habe am 18. Oktober 2016 meinen Rücktritt aus dem Grossen Rat per 31. Dezember 2016 dem Grossratspräsidenten per Email mitgeteilt. Ich bestätige dies nun noch schriftlich.» – Das ist alles. (*Hilarité*)

Nun ist das natürlich schwierig, wenn man noch ein wenig Informationen haben möchte, um dich zu verabschieden. Das wird dann zu einer grossen Herausforderung, wie du vielleicht gemerkt hast, Matthias. Zudem weiss ich immer noch nicht, wie ich die rote Farbe deines Schreibpapiers auffassen soll.

Matthias Burkhalter war seit dem 9. Januar 2001, also während 15 Jahren, Mitglied des Grossen Rats und scheidet per Ende Jahr aus dem kantonalbernischen Parlament aus. Der SP-Politiker aus Rümligen, gelernter Historiker und Vater von zwei Kindern, sieht seine politischen Schwerpunktthemen bei der Finanz-, Steuer- und Personalpolitik sowie im Bereich des Natur- und Umweltschutzes. Und nun sehen Sie, wo ich zwischendurch im Internet surfe. Ich zitiere nämlich etwas von der Homepage der SP Mittelland, wo Matthias Burkhalter schrieb: «Ich setze mich politisch und beruflich für alle Angestellten des Kantons Bern ein. Ein umfassender Service Public ist die Lebensgrundlage unserer Gesellschaft. Liberalisierungen müssen gestoppt und rückgängig gemacht werden.» Von 2004 bis Ende Januar 2016 war Grossrat Burkhalter während 12 Jahren Geschäftsführer des Bernischen Staatspersonalverbands (BSPV). Immer wieder hat er auch im Grossen Rat für faire Arbeitsbedingungen der Kantonsangestellten gekämpft. In 15 Jahren Grossratsstätigkeit hatte Kollege Burkhalter, also während knapp vier Legislaturperioden, Einsitz in rund 30 Gremien. In zwei Kommissionen war er Präsident und in vier Kommissionen Vizepräsident. In diesen 15 Jahren hat er es geschafft, 23 Motionen, 18 Interpellationen und 4 Postulate einzureichen.

Auf weitere Episoden möchte ich bei Matthias Burkhalter nicht eingehen. Historiker sind bekanntlich Wissenschaftler, die sich mit der Erforschung und Darstellung der Geschichte beschäftigen. Das Risiko, dass ich hier etwas Falsches sage, ist mir etwas zu gross. Deshalb schliesse ich als Geschichtschreiber und wünsche dir, lieber Matthias, im Namen der Regierung und des Parlaments alles Gute, Glück und Gesundheit auf deinem weiteren Lebensweg. Ich danke dir für alles, was du als Grossrat geleistet hast. Der folgende Applaus ist für dich. (*L'assemblée se lève et applaudit.*)

*Stefan Oester, Belp (UDF)*

**Le président.** Ich komme zu Stefan Oesters Demission als Grossrat. «Sehr geehrter Herr Grossratspräsident, lieber Carlos, liebe Kolleginnen, liebe Kollegen, mit einem weinenden und einem lachenden Auge teile ich Ihnen mit, dass ich mein Grossratsmandat per 31. Dezember 2016 niederlege. Das weinende Auge ist für all die guten Kontakte und Begegnungen, welche ich sehr geschätzt und bereichernd erlebt habe. Das lachende Auge ist dafür, dass ich etwas mehr Zeit für meine Familie und mein Geschäft haben werde und die Aufgabe einer jüngeren Nachfolgerin

übergeben kann. Die vergangenen Jahre im Grossen Rat waren interessant und lehrreich. Ich konnte mir viel Neues aneignen und meinen politischen Horizont erweitern. Ich bedanke mich für die angenehme Zusammenarbeit mit dem Ratssekretariat und mit Ihnen, liebe Ratskolleginnen und -kollegen. Für die Zukunft wünsche ich Ihnen gutes Gelingen, viel Freude und besinnliche Festtage. Beste Grüsse aus Belp.»

Stefan Oester ist seit siebeneinhalb Jahren Mitglied des Grossen Rats oder genau gesagt seit dem 17. Juni 2009. Per 31. Dezember verlässt er uns auf seinen eigenen Wunsch. Ich zitiere etwas aus seinem Schreiben: «... mit einem weinenden und einem lachenden Auge...». Mit dem weinenden Auge wegen all der guten Kontakte und Begegnungen, welche er sehr geschätzt und als bereichernd erlebt habe und einem lachenden Auge, weil er nun mehr Zeit für seine Familie und sein Geschäft haben werde. Das stimmt nicht ganz. Am 25. September 2016 wurde Stefan Oester in seiner Wohngemeinde Belp wieder in den Gemeinderat gewählt. Im neuen Jahr stehen somit noch andere Aufgaben als faulenzen an, lieber Stefan.

Als Grossrat hat Stefan Oester zwischen 2011 und 2016 insgesamt 11 Vorstösse eingereicht, nämlich 8 Motionen, 2 Interpellationen und 1 Postulat. In der Legislaturperiode 2010–2014 war er Mitglied im Gremium «Gesetz über die Universität», beim Bericht «Volkswirtschaftliche Bedeutung der erneuerbaren Energien für den Kanton Bern» und bei der Parlamentarischen Initiative «Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien». In Belp ist der gelernte eidgenössisch diplomierte Sanitärinstallateur mit «Oester Installationen» seit 40 Jahren auf Erfolgskurs. Wir wünschen dir, lieber Stefan, dass du nun Privates etwas mehr geniessen kannst. Im Namen der Regierung und des Parlaments danke ich dir für deinen Einsatz und wünsche dir alles Gute. Wir applaudieren auch für dich ganz herzlich. (*L'assemblée se lève et applaudit.*)

*Annie Bouix, cheffe du Service central de traduction et cheffe suppléante de l'OSLJ*

**Le président.** Wir kommen zur Verabschiedung einer Mitarbeiterin der Staatskanzlei, Madame Bouix. Sie gehört zu den guten Geistern im Hintergrund. Ich versuche, diese Verabschiedung auf Französisch zu machen und bitte Sie, meine Aussprache zu entschuldigen. Das passt gerade zum Thema, das wir vorher hatten. Ich hoffe, ich bin hier integriert. (*Hilarité*)

Mesdames, Messieurs, chers et chères collègues du parlement, permettez-moi d'interrompre le programme et de vous demander quelques minutes d'attention. Nous allons officiellement prendre congé d'Annie Bouix. Madame Bouix quittera ses fonctions à la fin de l'année après quelque 35 années passées au sein de la Chancellerie d'Etat. Le 1<sup>er</sup> avril 2017, elle prendra une retraite bien méritée. On ne saurait compter le nombre de rapports, de messages, d'interpellations parlementaires de toute sorte, et d'amendements qu'elle a traduits au fil de ces longues années. Nous n'oublierons pas la qualité de son travail, sa disponibilité, sa vitesse, sa sévérité, mais aussi son sourire et son amabilité. Annie Bouix avait une haute notion du service public. En mon nom personnel, et aussi en votre nom, permettez-moi de remercier très chaleureusement Annie Bouix pour son engagement et sa fidélité et de lui souhaiter une agréable retraite. Je vous demande de vivement l'applaudir en guise de reconnaissance. Merci. (*L'assemblée se lève et applaudit.*)

Madame Bouix hat mir gerade liebevoll gesagt, dass ich es gut auch auf Deutsch hätte machen können. (*Hilarité*) Aber das ging nicht, weil wir nun nämlich zur Verabschiedung einer Übersetzerin kommen und im Übersetzungsdienst gegenwärtig nicht genügend Leute sind. Deshalb habe ich mir erlaubt, es trotzdem auf Französisch vorzutragen. Das war mir wichtig.

*Elisabeth Jaquemet, interprète en chef*

**Le président.** Ich komme zur nächsten Verabschiedung. An dieser Stelle möchte ich auch unseren Übersetzerinnen und nun ganz besonders Frau Jacquemet unseren Dank aussprechen. Sie wird zwar weiterhin für uns übersetzen, aber sie gibt die Einsatzplanung an Frau Maurer ab. Wir danken Ihnen, Frau Jacquemet, und auch Ihren Kolleginnen und Kollegen, die hinter den Glasscheiben versuchen, unsere Worte laufend im richtigen Sinn und Zweck in der anderen Sprache wiederzugeben. Herzlichen Dank für Ihre Arbeit und Ihnen persönlich alles Gute. Auch Ihnen übergeben wir gerne unter Applaus einen Blumenstrauss. (*L'assemblée se lève et applaudit.*)

Nun danke ich dem Regierungsrat für seine Anwesenheit, um die Geschäfte zu vertreten und wünsche ihm auch alles Gute für die Adventszeit. – Dann komme ich zu meinem kleinen Fazit aus dieser Session. Heute Nachmittag ist mir ein Spruch in den Sinn gekommen: Fast wie unsere Nationalmannschaft im Fussball, die Schweizer Nati! Zuerst absolut gemütlich, unaufgeregt, etwas

schwerfällig gar und heute Nachmittag – in der Nachspielzeit, als man noch ein Goal brauchte – ging es plötzlich schnell wie verrückt. (*Hilarité*) Hier vorne standen alle bereit, die noch sprechen wollten, und die Sitzung war sehr einfach zu leiten. Das Leiten war schon einfach, aber die Zeitplanung, die meine Assistenzleute links und rechts von mir haben machen müssen, war eine Herausforderung. Heute Mittag war ich wirklich noch der Meinung, dass wir wahrscheinlich morgen Vormittag noch einmal kommen werden, und deshalb war vielleicht auch die Vorbereitung der Verabschiedungen nicht ganz so super gut.

Wir sind in der Adventszeit, und bald ist Weihnachten. An Weihnachten man kann sich etwas wünschen, und das möchte ich nun auch tun. Ich wünsche Ihnen allen gute Gesundheit, schöne Stunden mit Familie, Freunden und Leuten, die Ihnen viel bedeuten. Mir wünsche ich eine grosse Treichel oder sogar eine ganze Treichelgruppe statt dieses kleinen Glöckleins. (*Le président agite sa cloche.*) Morgens um 09.00 Uhr ist es nämlich jeweils wirklich herausfordernd, Sie um Ihre Aufmerksamkeit zu bitten. (*Hilarité*)

Vielen Dank, aus meiner Sicht hatten wir eine gute Session. Wir hatten ein riesiges Programm und haben es geschafft. Wir hatten gute Diskussionen, und ich schliesse mich den Worten von Andreas Hofmann an: «Respekt war immer vorhanden». Das stimmt tatsächlich. – Nun wünsche ich Ihnen eine gute Adventszeit, schöne Weihnachten, frohe Festtage und alles Gute im neuen Jahr. Ich freue mich, Sie alle im Januar gesund wiederzusehen. (*Applaudissements*)

*Fin de la séance et de la session à 15 heures 47.*

*Les rédactrices:*

Sara Ferraro (d)

Sonja Riser (d)

Catherine Graf Lutz (f)